



























Arrêts (82)

<p>2019-082  23-05-2019 Questions préjudicielles</p>	<p>Code judiciaire (art. 1054 nouveau et 1056) La première question préjudicielle n'appelle pas de réponse - Non-violation (art. 1056 du Code judiciaire) Numéro(s) de rôle : 7104</p>	<p>Droit judiciaire - Procédure civile - Voies de recours - Appel - Recevabilité</p>
<p>2019-081  23-05-2019 Questions préjudicielles</p>	<p>Loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées (art. 6, § 1er) Non-violation Numéro(s) de rôle : 7083</p>	<p>Aide sociale - Revenus garantis aux personnes âgées - Montant majoré - Cohabitation</p>
<p>2019-080  23-05-2019 Recours en annulation</p>	<p>Décret de la Région flamande du 8 décembre 2017 modifiant diverses dispositions en matière d'aménagement du territoire, d'écologie et d'environnement (art. 52, 4°) Annulation Numéro(s) de rôle : 6957</p>	<p>Droit administratif - Aménagement du territoire et urbanisme - Région flamande - Lotissement - Définition</p>
<p>2019-079  23-05-2019 Recours en annulation</p>	<p>Loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière (art. 61, 10°, et 2, 11° à 15°) Annulation (art. 61, 10°, de la loi du 2 octobre 2017) Numéro(s) de rôle : 6912 • 6916</p>	<p>Droit économique - Sécurité privée et particulière - Conditions d'exercice</p>
<p>2019-078  23-05-2019 Question préjudicielle</p>	<p>Code des impôts sur les revenus 1992 (art. 53, 9°) Non-violation Numéro(s) de rôle : 6906</p>	<p>Droit fiscal - Impôts sur les revenus - Impôt des personnes physiques - Revenus professionnels - Détermination du revenu net - Frais professionnels non déductibles - Frais de toute nature se rapportant à des résidences de plaisance ou d'agrément</p>
<p>2019-077  23-05-2019 Questions préjudicielles</p>	<p>Loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation (art. 14, § 1er et § 3) Non-violation Numéro(s) de rôle : 6892 • 6994</p>	<p>Droit pénal - Suspension, sursis et probation - Sursis - Révocation - Infraction de roulage - Conditions</p>
<p>2019-076  23-05-2019 Recours en annulation</p>	<p>Décret flamand du 22 décembre 2017 sur l'administration locale (art. 581 à 589) Rejet du recours Numéro(s) de rôle : 6886</p>	<p>Droit administratif - Région flamande - Organisation administrative de la commune et du centre public d'action sociale - Fonctions de directeur général et de directeur financier - Dispositions transitoires</p>
<p>2019-075  23-05-2019 Question préjudicielle</p>	<p>Code des impôts sur les revenus 1992 (art. 269, al. 3, b) Non-violation Numéro(s) de rôle : 6865</p>	<p>Fiscalité - Impôts sur les revenus - Précompte mobilier - Dividendes - Taux réduit - Conditions</p>
<p>2019-074  23-05-2019</p>	<p>Code des impôts sur les revenus 1992 (art. 253, 3°) Non-violation</p>	<p>Fiscalité - Impôts sur les revenus - Précompte immobilier - Exonération - Biens appartenant à une personne morale de droit privé affectés à une mission d'intérêt général</p>

Question préjudicielle	Numéro(s) de rôle : 6864	
2019-073  23-05-2019 Questions préjudicielles	Loi du 13 juin 1966 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, des employés, des marins naviguant sous pavillon belge, des ouvriers mineurs et des assurés libres (art. 21, § 5) Non-violation Numéro(s) de rôle : 6862	Droit social - Sécurité sociale - Pensions - Personnel du secteur privé - Pension de retraite et de survie - Prestations indûment octroyées à un bénéficiaire - Action en répétition de l'indu à charge d'un héritier - Indu dont l'existence n'est apparue qu'après le décès
2019-072  23-05-2019 Recours en annulation	Loi du 21 juillet 2017 portant confirmation de l'arrêté royal du 20 décembre 2016 relatif à la contribution aux frais de fonctionnement, de personnel et d'installation de la Commission des jeux de hasard due par les titulaires de licence de classe A, A+, B, B+, C, E, F1, F1+, F2, G1 et G2 pour l'année civile 2017 (art. 1er et 2) Annulation (art. 1er, § 1er, de l'arrêté royal du 20 décembre 2016, tel qu'il a été confirmé par la loi du 21 juillet 2017, en ce que le montant de la contribution pour une licence de classe A+ dépasse le montant de la contribution pour une licence de classe B+) - Rejet des recours pour le surplus Numéro(s) de rôle : 6840 • 6842	Finances publiques - Fonds de la Commission des jeux de hasard - Contributions à charge des titulaires de licences
2019-071  23-05-2019 Questions préjudicielles	Code des impôts sur les revenus 1992 (art. 257, al. 1er, 4°, tel qu'il a été remplacé par l'art. 2, 2°, du décret de la Région wallonne du 10 décembre 2009 d'équité fiscale et d'efficacité environnementale pour le parc automobile et les maisons passives) Non-violation Numéro(s) de rôle : 6833	Droit fiscal - Impôts sur les revenus - Région wallonne - Précompte immobilier - Réduction - Improductivité - Conditions
2019-070  23-05-2019 Question préjudicielle	Lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 (art. 11bis) Non-violation Numéro(s) de rôle : 6773	Droit administratif - Conseil d'Etat - Procédure devant la section du contentieux administratif - Indemnité réparatrice - Comparaison avec l'action en réparation de droit commun
2019-069  16-05-2019 Questions préjudicielles	Code civil (art. 2262bis, § 1er, al. 1er) et loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées Non-violation Numéro(s) de rôle : 6815	Droit civil - Prescription - Récupération d'avances versées à une personne handicapée
2019-068  16-05-2019 Questions préjudicielles	Code judiciaire (art. 1214, § 6, et 1224) La première question préjudicielle est irrecevable - Non-violation (art. 1224) Numéro(s) de rôle : 6790	Droit judiciaire - Procédures particulières - Partages et licitations - Partage judiciaire - Déroulement des opérations - Absence d'accord de l'ensemble des indivisaires sur une vente de gré à gré
2019-067  16-05-2019 Question préjudicielle	Code d'instruction criminelle (art. 210) Violation Numéro(s) de rôle : 6743	Droit pénal - Procédure pénale - Appel des jugements correctionnels - Moyen d'ordre public relatif à l'absence d'infraction - Élément nouveau

<p>2019-066</p>  <p>16-05-2019</p> <p>Question préjudicielle</p>	<p>Code civil (art. 745quinquies, § 3)</p> <p>Non-violation</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6722</p>	<p>Droit civil - Successions - Successions déferées au conjoint survivant - Conversion de l'usufruit - Descendants d'une précédente relation du défunt - Âge fictif</p>
<p>2019-065</p>  <p>08-05-2019</p> <p>Question préjudicielle</p>	<p>Décret flamand du 21 juin 2013 portant diverses dispositions relatives au domaine politique du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille (art. 39)</p> <p>Non-violation</p> <p>Numéro(s) de rôle : 7091</p>	<p>Agence flamande pour les personnes handicapées - Droit de subrogation légal - Disposition interprétative</p>
<p>2019-064</p>  <p>08-05-2019</p> <p>Question préjudicielle</p>	<p>Loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées (art. 7, § 2) et loi du 8 décembre 2013 modifiant la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées (art. 9, al. 2)</p> <p>Non-violation</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6937</p>	<p>Aide sociale - Garantie de revenus aux personnes âgées - Montant maximum annuel - Modification du mode de calcul</p>
<p>2019-063</p>  <p>08-05-2019</p> <p>Questions préjudicielles</p>	<p>Code des droits de succession (art. 20)</p> <p>Violation ou non-violation, selon l'interprétation</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6904</p>	<p>Droit fiscal - Droits de succession - Expertise préalable - Frais à charge du contribuable</p>
<p>2019-062</p>  <p>08-05-2019</p> <p>Question préjudicielle</p>	<p>Loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux (art. 23 et 43)</p> <p>Non-violation</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6878</p>	<p>Remembrement légal de biens ruraux - Région flamande - Jugement rendu en dernier ressort par le juge de paix - Pourvoi en cassation</p>
<p>2019-061</p>  <p>08-05-2019</p> <p>Recours en annulation</p>	<p>Loi du 11 août 2017 portant des dispositions diverses en matière de santé (art. 31, 35 et 38 : abrogation de l'art. 45 et modification des art. 49 et 51 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994)</p> <p>Rejet du recours</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6866</p>	<p>Droit social - Droit de la sécurité sociale - Assurance obligatoire soins de santé et indemnités - Elaboration des conventions entre les kinésithérapeutes et les organismes assureurs</p>
<p>2019-060</p>  <p>08-05-2019</p> <p>Question préjudicielle</p>	<p>Loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (art. 57ter/1, tel qu'il a été rétabli par l'art. 25 de la loi du 8 mai 2013)</p> <p>Non-violation</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6859</p>	<p>Droit administratif - Centres publics d'action sociale - Missions générales - Obligation de créer des initiatives locales pour l'accueil - Modalités et affectation de la sanction financière - Délégation au Roi</p>
<p>2019-059</p>  <p>08-05-2019</p> <p>Question préjudicielle</p>	<p>Loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires (art. 2)</p> <p>Violation ou non-violation, selon l'interprétation</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6843</p>	<p>Droit social - Droit du travail - Conventions collectives de travail - Champ d'application - Notion d'employeur</p>

<p>2019-058 </p> <p>08-05-2019</p> <p>Question préjudicielle</p>	<p>Lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 (art. 30/1, § 2, al. 4, seconde phrase)</p> <p>Non-violation</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6835</p>	<p>Droit administratif - Conseil d'Etat - Procédure devant la section du contentieux administratif - Indemnité de procédure - Parties intervenantes</p>
<p>2019-057 </p> <p>08-05-2019</p> <p>Question préjudicielle</p>	<p>Décret de la Région flamande relatif à l'aménagement du territoire, coordonné le 22 octobre 1996 (art. 35)</p> <p>Non-violation</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6834</p>	<p>Aménagement du territoire - Région flamande - Plans d'exécution spatiaux - Indemnité due par l'autorité pour couvrir les dommages résultant de la planification spatiale</p>
<p>2019-056 </p> <p>08-05-2019</p> <p>Question préjudicielle</p>	<p>Loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers (art. 7, § 2, 1°, tel qu'il a été remplacé par l'art. 162 de la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions diverses)</p> <p>La question préjudicielle n'appelle pas de réponse</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6831</p>	<p>Droit administratif - Droit des étrangers - Demandeurs d'asile - Droit à l'aide matérielle - Prolongation en vue de terminer l'année scolaire</p>
<p>2019-055 </p> <p>08-05-2019</p> <p>Questions préjudicielles</p>	<p>Code judiciaire (art. 1675/19, § 3)</p> <p>Non-violation</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6738</p>	<p>Droit judiciaire - Règlement collectif de dettes - Médiateurs de dettes - Honoraires et frais - Ordonnance du juge des saisies - Absence d'appel</p>
<p>2019-054 </p> <p>04-04-2019</p> <p>Questions préjudicielles</p>	<p>Loi du 6 mars 2018 relative à l'amélioration de la sécurité routière (art. 26, al. 1er, lu en combinaison avec l'art. 25, 1°, de la même loi)</p> <p>Violation</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6941</p>	<p>Droit pénal - Procédure pénale - Police de la circulation routière - Action publique - Prescription - Prolongation du délai de prescription - Rétroactivité</p>
<p>2019-053 </p> <p>04-04-2019</p> <p>Recours en annulation</p>	<p>Décret de la Région flamande du 7 juillet 2017 portant modification de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en ce qui concerne les méthodes autorisées pour l'abattage des animaux</p> <p>Questions préjudicielles posées à la Cour de justice de l'Union européenne</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6816 • 6818 • 6819 • 6820 • 6821</p>	<p>Protection et bien-être des animaux - Région flamande - Méthodes autorisées pour l'abattage des animaux - Abattages prescrits par un rite religieux</p>
<p>2019-052 </p> <p>04-04-2019</p> <p>Recours en annulation</p>	<p>Décret de la Région wallonne du 18 mai 2017 modifiant les articles 3, 15 et 16 et insérant un article 45ter dans la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux</p> <p>Les recours sont sans objet</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6782 • 6784 • 6785 • 6786</p>	<p>Protection et bien-être des animaux - Région wallonne - Méthodes autorisées pour l'abattage des animaux - Abattages prescrits par un rite religieux - Abrogation de la norme en cause</p>
<p>2019-051 </p> <p>04-04-2019</p> <p>Question préjudicielle</p>	<p>Loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (art. 7, 9 et 9bis)</p> <p>La question préjudicielle n'appelle pas de réponse</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6781</p>	<p>Droit administratif - Droit des étrangers - Ordre de quitter le territoire - Enfants nés et scolarisés en Belgique - Lecture manifestement erronée des dispositions en cause</p>

<p>2019-050</p>  <p>04-04-2019</p> <p>Question préjudicielle</p>	<p>Loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (art. 22ter, tel qu'il a été remplacé par l'art. 79 de la loi-programme (I) du 29 mars 2012)</p> <p>Non-violation</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6728</p>	<p>Droit social - Sécurité sociale - Perception et recouvrement des cotisations - Publicité des horaires de travail des travailleurs à temps partiel - Présomption d'occupation à temps plein - Régularisation d'office des cotisations des travailleurs à temps partiel</p>
<p>2019-049</p>  <p>04-04-2019</p> <p>Recours en annulation</p>	<p>Loi du 1er décembre 2016 modifiant la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et abrogeant le chapitre III, section 3, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, en ce qui concerne le recouvrement par voie de contrainte par l'Office national de sécurité sociale et modifiant la loi du 24 février 2003 concernant la modernisation de la gestion de la sécurité sociale et concernant la communication électronique entre des entreprises et l'autorité fédérale</p> <p>Annulation (art. 40 de la loi du 27 juin 1969, tel qu'il a été remplacé par l'art. 4 de la loi du 1er décembre 2016, en ce qu'il ne prévoit pas une procédure précédant la délivrance de la contrainte et contenant les garanties énumérées en B.20) - Annulation (art. 40, § 5, al. 2, de la loi du 27 juin 1969, tel qu'il a été remplacé par l'art. 4 de la loi du 1er décembre 2016, en ce qu'il ne permet pas que l'opposition à la contrainte soit formée au moyen d'une requête contradictoire et en ce qu'il ne prévoit pas que cette opposition doit être formée dans les quinze jours à partir de la signification de la contrainte) - Maintien des effets des contraintes qui auraient été décernées avant la date de la publication de l'arrêt au Moniteur belge - Rejet du recours pour le surplus</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6693</p>	<p>Droit social - Sécurité sociale - ONSS - Recouvrement des créances non contestées - Généralisation de l'usage de la contrainte - 1. Procédure - 2. Modalités de recours contre la contrainte</p>